

MONITORING DES DROITS HUMAINS EN MILIEU CARCERAL

Situation de
l'établissement
pénitentiaire
d'Akpro-Misséréti



Avec l'appui technique de :



Avec l'appui financier de :



A- LE DROIT A LA SECURITE ALIMENTAIRE.....	9
1- Standards internationaux.....	9
2- Réalités en milieu carcéral.....	9
3- Recommandations	12
B- LE DROIT A UN APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE	13
1- Standards internationaux.....	13
2- Réalités en milieu carcéral.....	13
3- Recommandation	14
C- LE DROIT A DES SOINS DE SANTE DE BONNE QUALITE	15
1- Standards internationaux.....	15
2- Réalités en milieu carcéral.....	15
3- Recommandations	18
D- LE DROIT A UN LOGEMENT ADEQUAT, A DE LA LITERIE ET A DES CONDITIONS HYGIENIQUES EN DETENTION	19
1- Standards internationaux.....	19
2- Réalités en milieu carcéral.....	20
3- Recommandations	21
E- LE DROIT DE RECEVOIR DES VISITES ET D’ETRE EN COMMUNICATION AVEC SES PROCHES	22
1- Standards internationaux.....	22
2- Réalités en milieu carcéral.....	22
3- Recommandations	24
F- LE DROIT DE BENEFICIER D’UNE POLITIQUE ETATIQUE DE REINSERTION SOCIALE (éducation, formation professionnelle diplômante ou non diplômante).....	25
1- Standards internationaux.....	25
2- Réalités en milieu carcéral.....	25
3- Recommandations	27

- G- LE DROIT A L'ASSISTANCE JURIDIQUE..... 28
 - 1- Standards internationaux..... 28
 - 2- Réalités en milieu carcéral..... 28
 - 3- Recommandations 30

- H- LE DROIT DE PLAINTE..... 31
 - 1- Standards internationaux..... 31
 - 2- Réalités en milieu carcéral..... 31
 - 3- Recommandations 32

- I- LE DROIT D'ÊTRE JUGE DANS UN DELAI RAISONNABLE 33
 - 1- Standards internationaux..... 33
 - 2- Réalités en milieu carcéral..... 33
 - 3- Recommandation 35

- J- LE DROIT AU DIVERTISSEMENT ET AU LOISIR 36
 - 1- Standards internationaux..... 36
 - 2- Réalités en milieu carcéral..... 36
 - 3- Recommandations 37

- K- LE LIEN ENTRE LA DESCOLARISATION
 PRECOCE ET LA COMMISSION D'INFRACTIONS..... 38
 - 1- Standards internationaux..... 38
 - 2- Réalités en milieu carcéral..... 38
 - 3- Recommandations 39

- L- LE LIEN ENTRE LA NON APPARTENANCE
 A UN GROUPE SOCIAL ET LA COMMISSION D'INFRACTIONS 40
 - 1- Standards internationaux..... 40
 - 2- Réalités en milieu carcéral..... 40
 - 3- Recommandations 41

A la découverte générale de l'établissement pénitentiaire d'Akpro-Misséréte



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DE LA LÉGISLATION
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

REPUBLIQUE DU BENIN
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA
LÉGISLATION
AGENCE PÉNITENTIAIRE DU BENIN



PRISON CIVILE DE AKPRO-MISSERETE

EFFECTIF DE LA POPULATION CARCÉRALE AU 23/08/2021

CAPACITE	ORIENTATION	CAT. PENALE	EFFECTIF TOTAL	Observation							
Majeur Homme	CA	<u>118</u>	<table border="1"> <tr> <td>INCULPE</td> <td>430</td> </tr> <tr> <td>PREVENU</td> <td>998</td> </tr> <tr> <td>CONDAMNE</td> <td>1244</td> </tr> </table>	INCULPE	430	PREVENU	998	CONDAMNE	1244	2672	
	INCULPE	430									
	PREVENU	998									
	CONDAMNE	1244									
	CC	<u>21</u>									
	CD	<u>2</u>									
	CI	<u>473</u>									
CM	<u>0</u>										
FD	<u>2058</u>										
Majeur Femme	CA	<u>0</u>	<table border="1"> <tr> <td>INCULPE</td> <td>1</td> </tr> <tr> <td>PREVENU</td> <td>2</td> </tr> <tr> <td>CONDAMNE</td> <td>2</td> </tr> </table>	INCULPE	1	PREVENU	2	CONDAMNE	2	5	
	INCULPE	1									
	PREVENU	2									
	CONDAMNE	2									
	CC	<u>0</u>									
	CD	<u>0</u>									
	CI	<u>1</u>									
CM	<u>0</u>										
FD	<u>4</u>										
Mineur Homme	CA	<u>0</u>	<table border="1"> <tr> <td>INCULPE</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>PREVENU</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>CONDAMNE</td> <td>0</td> </tr> </table>	INCULPE	0	PREVENU	0	CONDAMNE	0	0	
	INCULPE	0									
	PREVENU	0									
	CONDAMNE	0									
	CC	<u>0</u>									
	CD	<u>0</u>									
	CI	<u>0</u>									
CM	<u>0</u>										
FD	<u>0</u>										

Mineur Femme	CA	0	<table border="1"> <tbody> <tr> <td>INCULPE</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>PREVENU</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>CONDAMNE</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table>	INCULPE	0	PREVENU	0	CONDAMNE	0	0	
	INCULPE	0									
	PREVENU	0									
	CONDAMNE	0									
	CC	0									
	CD	0									
	CI	0									
CM	0										
FD	0										
2677											
TOTAL	CA	118	<table border="1"> <tbody> <tr> <td>INCULPE</td> <td>431</td> </tr> <tr> <td>PREVENU</td> <td>1000</td> </tr> <tr> <td>CONDAMNE</td> <td>1246</td> </tr> </tbody> </table>	INCULPE	431	PREVENU	1000	CONDAMNE	1246	2677	
	INCULPE	431									
	PREVENU	1000									
	CONDAMNE	1246									
	CC	21									
	CD	2									
	CI	474									
CM	0										
FD	2062										

LEGENDE

CA : Chambre d'Accusation

CD : Citation directe

CC : Chambre correctionnelle

CM : Cabinet des mineures

CI : Cabinet d'Instruction

FD : Flagrant délit

Imprimé le 23/08/2021 10:49:17

L'établissement pénitentiaire d'Akpro-Misséreté est situé au Sud du Bénin dans le département de l'Ouémé notamment la commune d'Akpro-Misséreté, et plus précisément dans le quartier Gouako. Il s'agit d'une prison civile destinataire des personnes privées de liberté provenant des communes de Porto-Novo, Cotonou, Abomey-Calavi, Ouidah et Pobè. De façon générale, il a été remarqué que cette prison accueille tant les détenu.e.s non condamné.e.s (prévenus / inculpés / accusés) que les détenu.e.s condamné.e.s. En la matière, suivant les dispositions de l'article 800¹ du code de procédure pénale en vigueur, une prison ne devrait recevoir en principe que les personnes condamnées. Cependant, à titre exceptionnel, un même établissement peut servir à la fois de maison d'arrêt et de prison pour peines².

• Des dotations en personnel pénitentiaire

Des informations recueillies auprès des responsables pénitentiaires de l'établissement pénitentiaire (prison civile) d'Akpro-Misséreté le 23 août 2021, de la lecture croisée entre la démographie carcérale de cette prison civile, les besoins pour l'administration pénitentiaire, les besoins pour les extractions, les besoins pour les hospitalisations, les besoins de surveillance, il ressort qu'il urge de renforcer l'effectif du personnel.

• Des dotations en infrastructures

Cette prison civile a une capacité d'accueil de mille (1000) personnes privées de liberté mais il est enregistré à la date sus évoquée un total de deux mille six cent soixante-dix-sept (2677) personnes privées de liberté.

Par ailleurs, il est à noter que les toilettes ne sont pas disponibles dans tous les bâtiments.

• De la situation de l'infirmierie

De l'observation faite sur place à la date du 23 août 2021, l'infirmierie est installée à l'extérieur de la grande cour des personnes privées de liberté. Cette infrastructure sanitaire ne dispose pas de salle de garde ni d'assistant (aides-soignants). L'infirmierie réfère en général les urgences et maladies dont elle n'a pas les compétences et capacités vers le Centre Hospitalier Départemental. L'infirmierie est administrée par un Médecin mis à disposition par le Programme

¹« Les condamnés à des peines privatives de liberté purgent leur peine dans une prison ou dans un camp pénal. (...) »

²Article 798 alinéa 1er du code de procédure pénale en vigueur

des Nations Unies pour le Développement et trois infirmiers. Ce personnel déplore le manque de matériel adéquat, ce qui entraîne souvent les renvois vers les hôpitaux.

« Il n’y a pas de prise en charge pour les ordonnances délivrées à l’hôpital pour les personnes référées ou les ordonnances faites à l’infirmierie du fait de la non disponibilité des produits indiqués. »

Affirmation d’un membre du personnel de l’établissement pénitentiaire

1. Standards internationaux

La **RÈGLE 20 (1)** de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus ou Règles Nelson Mandela³ dispose : « *Tout détenu doit recevoir de l'administration aux heures usuelles une alimentation de bonne qualité, bien préparée et servie, ayant une valeur nutritive suffisante au maintien de sa santé et de ses forces* ».

Le Comité des Droits Économiques, Sociaux et Culturels, dans son **Observation Générale n° 12⁴**, a indiqué que « *Le droit à une alimentation adéquate est réalisé lorsque chaque homme, chaque femme et chaque enfant, seul ou en communauté avec autrui, a accès à tout instant, physiquement et économiquement, à une alimentation adéquate ou aux moyens de se la procurer* ». Le droit à l'alimentation est « *Le droit d'avoir un accès régulier, permanent et non restrictif, soit directement ou au moyen d'achats financiers, à une alimentation quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante correspondant aux traditions culturelles du peuple auquel le consommateur appartient, et qui lui procure une vie physique et mentale, individuelle et collective, épanouissante et exempte de peur* ».

2. Réalités en milieu carcéral

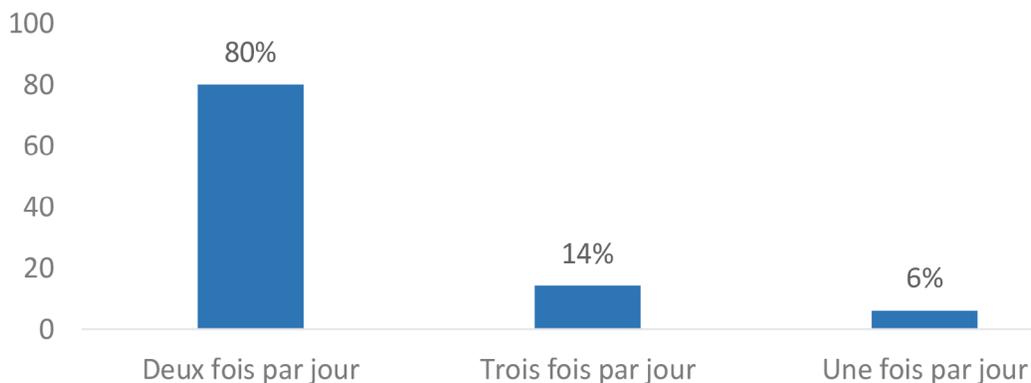
S'il est vrai que les personnes privées de liberté dans la prison civile d'Akpro-Misséreté ont accès à l'alimentation, il est aussi vrai que certaines spécificités se dégagent au regard des informations recueillies auprès de ces personnes. Ces spécificités touchent tant la fréquence de nutrition par jour que la quantité et la qualité de la nourriture servie dans l'établissement pénitentiaire.

En effet, tous s'accordent à reconnaître que l'établissement pénitentiaire sert deux rations de nourriture par jour. Cependant, sur un échantillon de 100 personnes privées de liberté interrogées, 80 affirment qu'elles mangent deux fois par jour pendant que 14 disent qu'elles mangent trois fois par jour et 6 personnes une fois par jour.

³Résolution 70/175 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 2015.

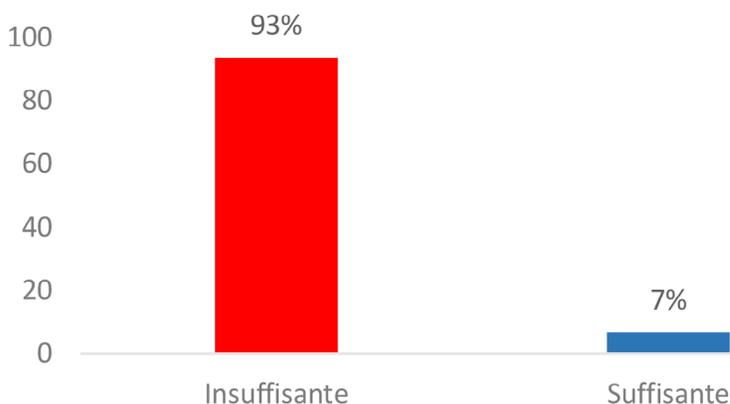
⁴https://www.right-to-education.org/sites/right-to-education.org/files/resource-attachments/Comite_DESC_Observation_Generale_12_1999_FR.pdf

A quelle fréquence est-ce que vous mangez ?



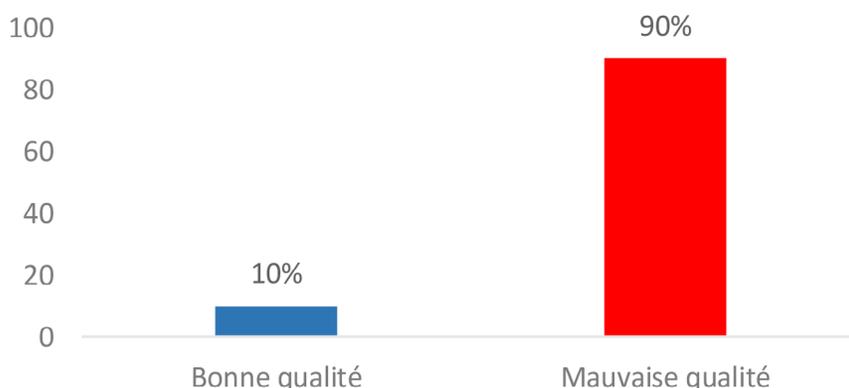
En ce qui concerne l'appréciation de la quantité du repas servi dans l'établissement pénitentiaire, sur l'échantillon des 100 personnes privées de liberté interrogées dans la prison civile d'Akpro-Misséréte, 91 ont répondu. On note que 85 trouvent insuffisante la quantité du repas servi dans l'établissement pénitentiaire pendant que 06 la trouvent suffisante.

Comment appréciez-vous la quantité du repas servi ?



Pour ce qui est de l'appréciation de la qualité de la nourriture servie dans l'établissement pénitentiaire, 91 personnes privées de liberté échantillonnées ont donné leur appréciation. Sur cet effectif, 82 trouvent que le repas servi dans l'établissement pénitentiaire est de mauvaise qualité alors que 09 pensent que le repas servi est de bonne qualité.

Comment appréciez-vous la qualité du repas servi ?



Par ailleurs, toutes les 100 personnes privées de liberté ont affirmé que la privation de repas ne fait pas partie des sanctions disciplinaires dans l'établissement pénitentiaire

Au total, sur la question du droit à l'alimentation dans la prison civile d'Akpro-Misséréte, il ressort des informations recueillies sur place l'insuffisance tant en quantité qu'en qualité de l'alimentation. Il s'agit d'une situation qui demeure préoccupante et récurrente car déjà les 2 et 3 mai 2019, le Comité des Nations Unies contre la Torture s'était inquiété de la qualité et de la quantité insuffisantes de l'alimentation dans les établissements pénitentiaires du Bénin à l'occasion de l'examen du troisième rapport périodique du Bénin. En conséquence, ledit Comité avait recommandé dans ses observations finales adoptées le 15 mai 2019 : « **L'État partie devrait urgemment a) améliorer les conditions matérielles dans tous les lieux de privation de liberté en veillant à ce que les prisonniers (...) aient accès à une alimentation nutritive et suffisante** ».

Sous un autre angle des entretiens avec les personnes privées de liberté, il ressort que certaines se plaignent du rejet de certains vivres apportés par les visiteurs avec comme seule alternative de se procurer lesdits vivres à la boutique pénitentiaire. À cette préoccupation, le Régisseur affirme que : « *Il n'y a pas de rejet des vivres apportés par les visiteurs mais il y a une restriction sur la quantité. On ne peut pas admettre qu'un parent amène par exemple 50 Kg de riz à un détenu chaque semaine. C'est forcément destiné à la vente dans l'enceinte pour concurrencer la boutique.* »⁵

3. Recommandations

Au regard de tout ceci, il sied de recommander aux autorités pénitentiaires de :

- Créer une cantine pénitentiaire administrée sous la surveillance du Régisseur et du personnel de santé de l'établissement pénitentiaire ;
- Développer une politique de ferme pénitentiaire ;
- Compléter l'alimentation des personnes privées de liberté en allant jusqu'à trois rations par jour.

B-LE DROIT A UN APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

1. Standards internationaux

La **RÈGLE 22.2** des règles minima des Nations Unies sur le traitement des détenus indique que « chaque détenu doit pouvoir disposer d'eau potable lorsqu'il en a besoin ». L'Ensemble des principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement⁶ énonce le même principe : « *Toute personne soumise à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine* ».

2. Réalités en milieu carcéral

Les personnes privées de liberté de la prison civile d'Akpro-Misséréte affirment avoir accès à l'eau. Trois cas de figures se présentent ici. Des informations recueillies auprès des pensionnaires de l'établissement pénitentiaire, sur un échantillon de 100, 62 boivent l'eau provenant des réseaux de distribution de la SONEB et 39 boivent l'eau déployée par le forage. Ce qui induit que parmi l'échantillon de 100, il y en a qui utilisent à la fois l'eau fournie tant par la SONEB que par le forage.

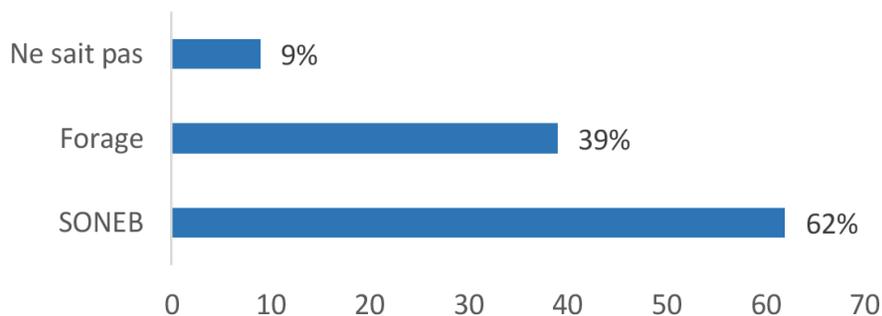
Sur cette question, le Régisseur fait remarquer qu' : « *il n'y a pas d'eau déployée par un forage au sein de l'établissement. Ce n'est que l'eau de la SONEB qui est utilisée.* »⁷

Il se déduit du croisement des informations fournies par le Régisseur et les personnes privées de liberté qu'il y a au niveau de ces dernières un manque d'information sur la source d'eau déployée au sein de l'établissement pénitentiaire.

⁶<https://www.ohchr.org/fr/professionalinterest/pages/detentionorimprisonment.aspx>

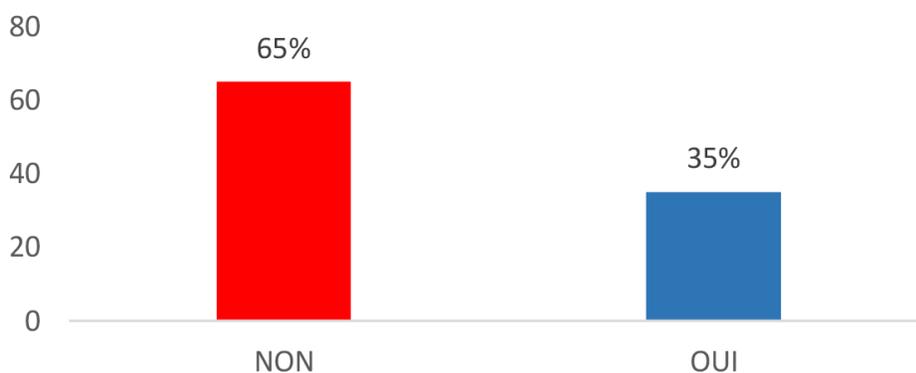
⁷Cf Observations sur le rapport de monitoring des droits humains en milieu carcéral : Akpro-Misséréte

Quelle est la source de l'eau que vous buvez ?



Par ailleurs, sur 100 répondants à la question de la permanence ou non de la source de fourniture de l'eau, 65 affirment la non-permanence de ladite source pendant que 35 la jugent permanente.

Cette source est-elle permanente ?



En somme, il est observé dans la prison civile d'Akpro-Misséreté que la majorité des personnes privées de liberté a accès à l'eau et la permanence ou non des sources d'eau est variable.

3. Recommandation

Les autorités pénitentiaires devraient encore continuer leurs efforts d'assurer non seulement la disponibilité de l'eau potable mais aussi sa permanence à toutes les personnes privées de liberté dans la prison civile d'Akpro-Misséreté.

1. Standards internationaux

Selon la **RÈGLE 24** de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus :

1. *L'État a la responsabilité d'assurer des soins de santé aux détenus, ceux-ci devant **recevoir des soins de même qualité que ceux disponibles dans la société et avoir accès aux services nécessaires sans frais et sans discrimination fondée sur leur statut juridique.***

2. *Les services de santé devraient être organisés en relation étroite avec l'administration générale de la santé publique et de manière à faciliter la continuité du traitement et des **soins, notamment pour le VIH, la tuberculose et d'autres maladies infectieuses, ainsi que pour la toxicomanie.***

La **REGLE 25** de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus dispose que :

« 1. *Chaque prison doit disposer d'un service médical chargé d'évaluer, de promouvoir, de protéger et d'améliorer la santé physique et mentale des détenus, une attention particulière étant accordée à ceux qui ont des besoins spéciaux ou des problèmes de santé qui constituent un obstacle à leur réinsertion.*

2. *Ce service doit être doté d'un personnel interdisciplinaire comprenant un nombre suffisant de personnes qualifiées agissant en pleine indépendance clinique, et disposer de compétences suffisantes en psychologie et en psychiatrie. Tout détenu doit pouvoir bénéficier des soins d'un dentiste ayant les qualifications requises. »*

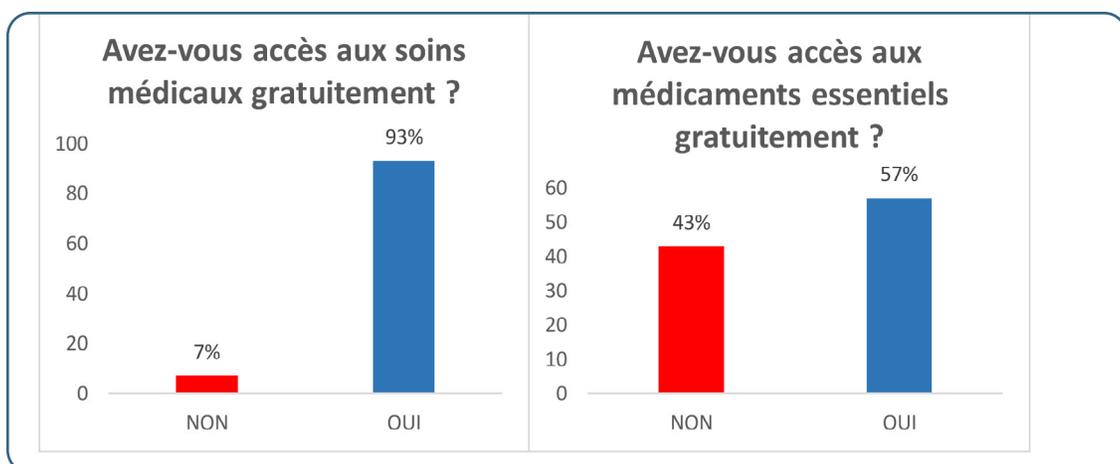
La **REGLE 27** de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus dispose que « **tous les établissements pénitentiaires doivent garantir l'accès rapide aux soins médicaux en cas d'urgence.** Les détenus qui requièrent des traitements spécialisés ou soins chirurgicaux doivent être transférés vers des établissements spécialisés ou vers des hôpitaux civils. Lorsqu'un établissement pénitentiaire dispose de ses propres installations hospitalières, le personnel affecté et le matériel fourni doivent y être suffisants pour assurer un traitement et des soins adéquats aux détenus qui y sont ».

2. Réalités en milieu carcéral

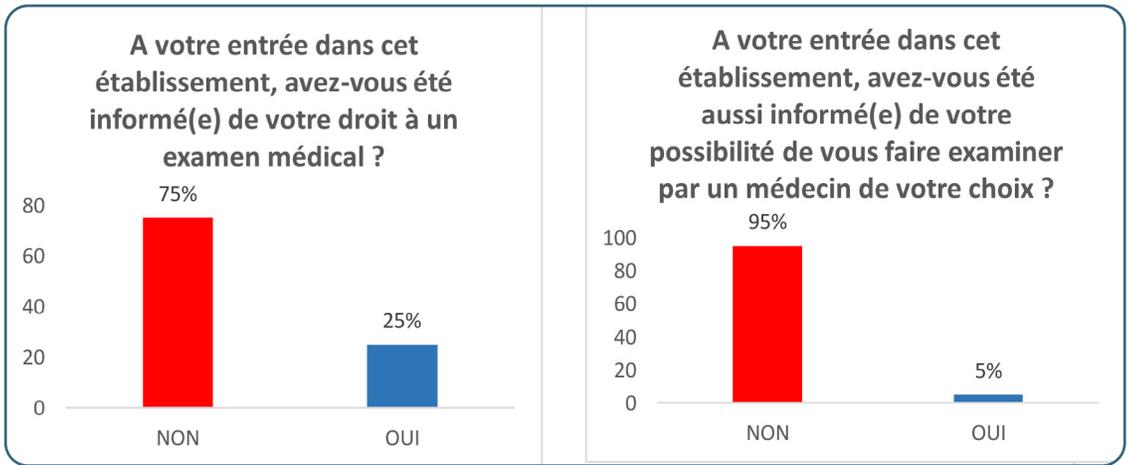
Le droit à des soins de santé de bonne qualité est un droit essentiel pour chaque individu peu importe son statut et peu importe le lieu où il se trouve. Il s'agit d'un besoin vital pour l'être humain. Le principe 24 de l'Ensemble des Principes

pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement indique : « *Toute personne détenue ou emprisonnée se verra offrir un examen médical approprié dans un délai aussi bref que possible après son entrée dans le lieu de détention ou d'emprisonnement; par la suite, elle bénéficiera de soins et traitements médicaux chaque fois que le besoin s'en fera sentir. Ces soins et traitements seront gratuits* ».

En ce qui concerne la réalité de l'accès aux soins de santé de bonne qualité à la prison civile d'Akpro-Misséréte, il a d'abord été vérifié auprès des personnes privées de liberté, l'information sur l'existence d'une infirmerie. A cet effet, toutes les 100 personnes interrogées affirment l'existence d'une infirmerie. Sur l'accès gratuit aux soins médicaux, considérant l'échantillon de 100 répondants à la question de l'existence d'une infirmerie, 93 affirment avoir gratuitement accès aux soins médicaux puis 43 affirment ne pas avoir accès gratuitement aux médicaments essentiels.



Par ailleurs, sur la question du droit à un examen médical, 75 sur 100 personnes privées de liberté n'étaient pas informées à leur entrée dans l'établissement pénitentiaire de leur droit à un examen médical et 95 sur 100 n'étaient pas informées de la possibilité de se faire examiner par un Médecin de leur choix. En la matière, le Livre préliminaire du code de procédure pénale en vigueur au Bénin dispose que : « *Toute personne suspectée ou poursuivie (...) a le droit (...) de se faire examiner par un médecin de son choix* ». Considérant que parmi les personnes privées de liberté de cet établissement pénitentiaire se retrouvent aussi bien des personnes suspectées que des personnes poursuivies avec mandat de dépôt, il va s'en dire que ces personnes sont éligibles pour bénéficier du droit de se faire examiner par un médecin de leur choix.



Cependant, le Régisseur fait remarquer : « *Les détenus bénéficient tous d'une visite médicale systématique à l'entrée documentée dans un registre* »⁸.

En dépit de l'existence d'une infirmerie à la prison civile de Akpro-Misséréte, il ressort des renseignements recueillis chez les personnes privées de liberté qu'elles ne jouissent pas toutes gratuitement de l'accès aux soins médicaux.

D'un autre côté, se pose le problème d'accessibilité informationnelle car la quasi-totalité des personnes privées de liberté interrogées affirme ne pas avoir été informées de leur droit à un examen médical ni de se faire examiner par un médecin de leur choix.

Cette remarque liée aux insuffisances tenant aux soins de santé de bonne qualité demeure récurrente. Au terme de sa visite du 11 au 15 janvier 2016 au Bénin, le Sous-comité des Nations Unies pour la Prévention de la Torture a observé de façon générale que « En particulier, le Sous-Comité a relevé avec préoccupation : a) *la sous-dotation des infirmeries en médicaments et en matériel médical notamment depuis 2014, en particulier à la prison d'Abomey, l'infirmerie ne disposait plus que de paracétamol ; b) le fait que l'absence de médicaments a eu pour conséquence une baisse des consultations de la part des détenus ; c) l'absence de dossier médical personnalisé et de suivi spécifique des femmes enceintes, des enfants, des mineurs et des personnes âgées, notamment dans les prisons de Cotonou et d'Abomey ; d) l'absence de spécialiste et le fait que les psychologues et psychiatres ne venaient qu'en tant qu'experts en cas de procès aux assises ; e) l'absence de moyens roulants pour les extractions médicales ; et f) l'absence d'une véritable politique de santé pénitentiaire* ».

⁸Cf Observations sur le rapport de monitoring des droits humains en milieu carcéral : Akpro-Misséréte

En conséquence, il a recommandé « de veiller à ce qu'un examen médical systématique soit mis en place (...) et qu'il soit effectué dans toutes les prisons par un médecin. À défaut, l'État partie devrait s'assurer qu'une consultation par un médecin peut se faire dans de brefs délais à la demande de l'infirmier. Le Sous-Comité recommande à l'État partie : a) d'assurer une dotation suffisante en médicaments et en matériel médical dans toutes les prisons visitées, ce qui permettra de susciter la confiance des détenus malades à venir consulter ; b) de formaliser sous forme de convention l'accès à la Couverture santé universelle et aux hôpitaux de proximité ; c) de doter les prisons de véhicules de transport pour assurer les extractions médicales ; d) de pourvoir, dans les plus brefs délais, les deux postes vacants d'infirmiers à la prison d'Akpro-Misséréte ; e) d'assurer une formation continue du personnel médical en lien avec les pathologies ou les publics représentés ; f) de disposer d'un dossier médical individuel pour chaque patient et de mettre en place des registres de visites médicales des arrivants, des consultations, des extractions médicales et des décès ».

Au demeurant, notant le « **manque de personnel médical et de soins et traitements médicaux** » à l'occasion de l'examen du troisième rapport périodique du Bénin les 2 et 3 mai 2019, le Comité des Nations Unies contre la torture avait recommandé en conséquence que « **l'État partie devrait urgemment a) améliorer les conditions matérielles dans tous les lieux de privation de liberté, en veillant à ce que les prisonniers reçoivent, en temps, voulu et sans frais, les soins médicaux et médicaments nécessaires à leur santé, (...) et disposent de conditions sanitaires adéquates** ». Il s'ensuit que les personnes privées de liberté à la prison civile d'Akpro-Misséréte sont confrontées à un problème d'accessibilité et d'adaptabilité des soins médicaux.

3. Recommandations

Il échet de recommander aux autorités pénitentiaires de :

- Informer dès leur entrée en milieu carcéral, les personnes privées de liberté de leur droit d'accès aux soins médicaux et de se faire examiner par un Médecin de leur choix ;
- Intégrer au budget de l'Agence Pénitentiaire du Bénin, la prise en charge des médicaments/ordonnances en cas d'hospitalisation ;
- Doter l'infrastructure sanitaire en intrants adéquats aux pathologies récurrentes enregistrées dans la prison civile ;
- Doter l'infrastructure sanitaire de personnel médical notamment les aides-soignants et gardes malades ;
- Poursuivre les efforts en vue d'assurer une couverture sanitaire gratuite à toutes les personnes privées de liberté ;

D-LE DROIT A UN LOGEMENT ADEQUAT, A DE LA LITERIE ET A DES CONDITIONS HYGIENIQUES EN DETENTION

1. Standards internationaux

La **REGLE 13** de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus prescrit que :

« Tous les locaux de détention⁹ et en particulier ceux où dorment les détenus doivent répondre à toutes les normes d'hygiène, compte dûment tenu du climat, notamment en ce qui concerne le volume d'air, la surface minimale au sol, l'éclairage, le chauffage et la ventilation.

Les locaux de détention et, en particulier, ceux qui sont destinés au logement des détenus pendant la nuit, doivent répondre aux exigences de l'hygiène, compte tenu du climat, notamment en ce qui concerne le cubage d'air, la surface minimum, l'éclairage, le chauffage et la ventilation » ;

La **REGLE 15** de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus dispose que les installations sanitaires doivent être adéquates pour permettre aux Détenus¹⁰ de satisfaire leurs besoins naturels au moment voulu, d'une manière propre et décente.

La **REGLE 16** de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus indique que les installations de bain et de douche doivent être suffisantes pour que chaque détenu puisse être à même et tenu de les utiliser, à une température adaptée au climat et aussi fréquemment que l'exige l'hygiène générale selon la saison et la région géographique, mais au moins une fois par semaine sous un climat tempéré.

La **REGLE 21** de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus prescrit que :

Chaque détenu doit disposer, en conformité avec les normes locales ou nationales, d'un lit individuel et d'une literie individuelle convenable, propre à son arrivée puis bien entretenue et renouvelée assez souvent pour en assurer la propreté.

L'entretien des couchages et autres dispositions connexes adéquates peuvent être à la charge du détenu tant qu'il dispose des moyens (savon, eau, désinfectant ... etc.) mis à sa disposition par l'administration pénitentiaire aux fins. »

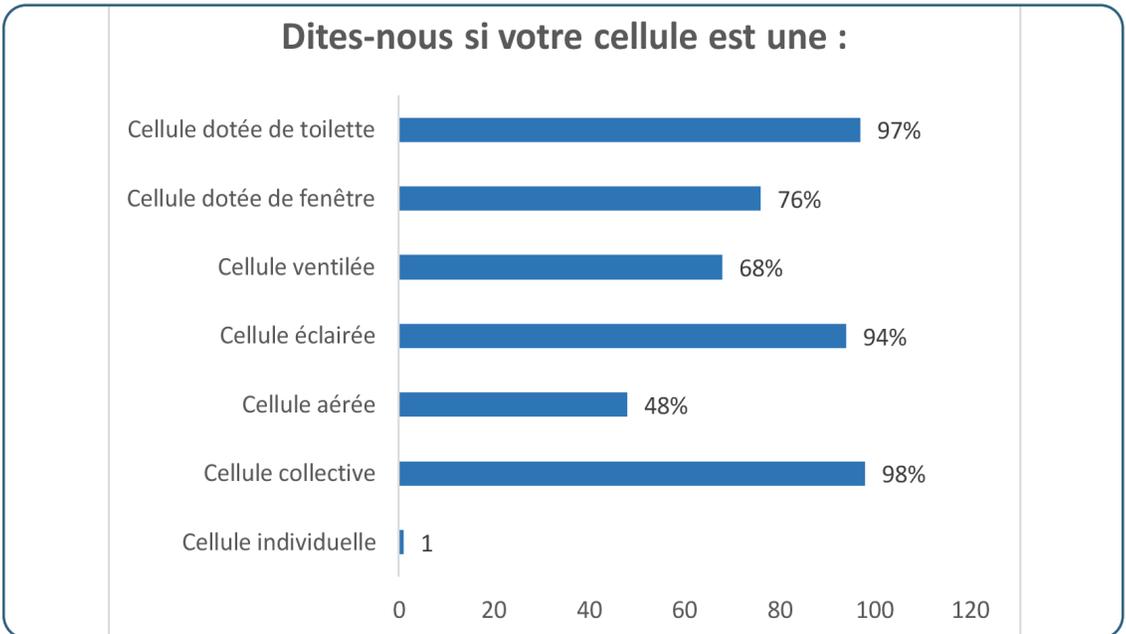
⁹S'entend ici de maison carcérale

¹⁰Ce terme doit s'entendre comme toute personne condamnée à une peine d'emprisonnement et les personnes en situation de détention provisoire

2. Réalités en milieu carcéral

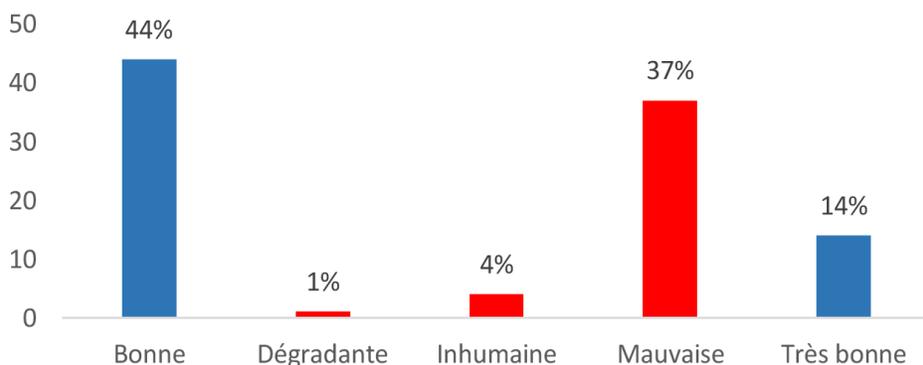
Les conditions d'hébergement des personnes privées de liberté de la prison civile d'Akpro-Misséreté ne sont pas des plus reluisantes suivant les informations recueillies auprès des pensionnaires de ladite prison. D'abord, il a été noté que les personnes privées de liberté ne sont pas logées dans des cellules mais plutôt dans des bâtiments. Ensuite, sur un échantillon de 100 personnes privées de liberté interrogées :

- 98 affirment qu'elles sont dans un bâtiment collectif ;
- 97 affirment que leur bâtiment est doté de toilette ;
- 76 sont logées dans un bâtiment doté de fenêtre ;
- 68 sont dans un bâtiment ventilé ;
- 94 possèdent l'éclairage dans leur bâtiment ;
- 48 sont dans un bâtiment aéré ;
- 01 a un bâtiment individuel;



Relativement aux conditions d'hygiène dans le lieu de privation de liberté, 37 personnes privées de liberté sur l'échantillon de 100 trouvent que les conditions d'hygiène au sein de leur bâtiment sont mauvaises pendant que 44 les trouvent bonnes ; 14 très bonnes ; 04 inhumaines et 01 dégradantes.

Comment appréciez-vous les conditions d'hygiène au sein de votre cellule ?



Par ailleurs, il a été noté sur place que pour répondre à la règle de la séparation des personnes privées de liberté par sexe, la zone affectée aux femmes abrite d'autres bâtiments non occupés pendant qu'il est enregistré un taux de surpopulation du côté des hommes.

Malgré les efforts des autorités pénitentiaires, les conditions d'hébergement dans le milieu carcéral demeurent un défi important. Cette situation reste préoccupante car notant le « **le manque d'hygiène et de couchages** » à l'occasion de l'examen du troisième rapport périodique du Bénin les 2 et 3 mai 2019, le Comité des Nations Unies contre la torture avait recommandé en conséquence que « **l'État partie devrait urgemment a) améliorer les conditions matérielles dans tous les lieux de privation de liberté (...) ainsi que de couchages en nombre approprié** ».

3. Recommandations

Il importe d'inviter les autorités pénitentiaires à :

- Doter l'établissement pénitentiaire de bâtiments en nombre suffisant ;
- Construire un bâtiment destiné aux personnes privées de liberté de sexe féminin afin de faire bénéficier les bâtiments actuellement inoccupés se trouvant dans leur zone aux personnes privées de liberté de sexe masculin ;
- Doter l'établissement pénitentiaire de couchages en nombre approprié ;
- Prendre les mesures adéquates en vue de l'amélioration des conditions d'hygiène dans l'établissement pénitentiaire.

E- LE DROIT DE RECEVOIR DES VISITES ET D'ETRE EN COMMUNICATION AVEC SES PROCHES

1. Standards internationaux

La **REGLE 58** de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus dispose que les détenus doivent être autorisés, sous la surveillance nécessaire, à communiquer avec leur famille et leurs amis à intervalles réguliers :

- a) Par correspondance écrite et, le cas échéant, par télécommunication électronique, numérique ou d'autres moyens ; et
- b) En recevant des visites. »

Le **principe 19** de l'Ensemble des principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement indique que « Toute personne détenue ou emprisonnée a le droit de recevoir des visites, en particulier de membres de sa famille, et de correspondre, en particulier avec eux, et elle doit disposer de possibilités adéquates de communiquer avec le monde extérieur, sous réserve des conditions et restrictions raisonnables que peuvent spécifier la loi ou les règlements pris conformément à la loi ».

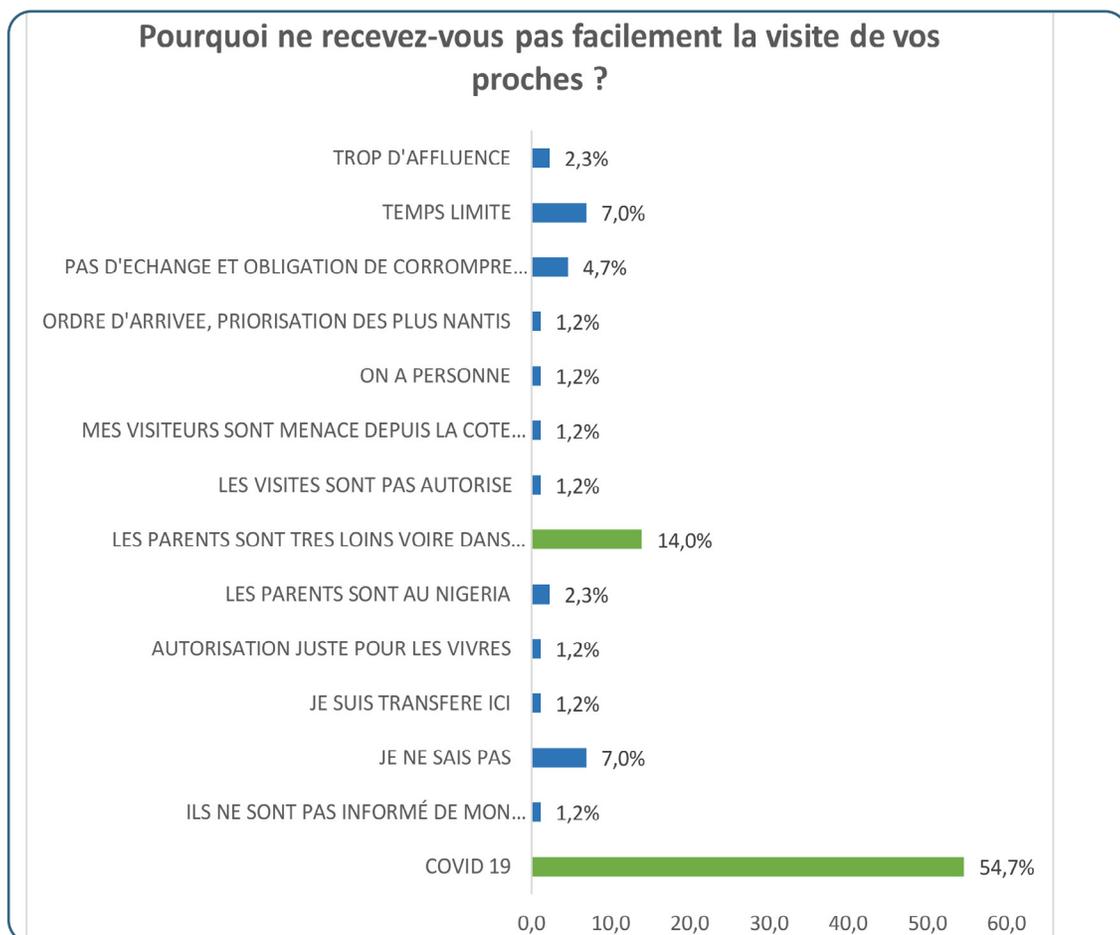
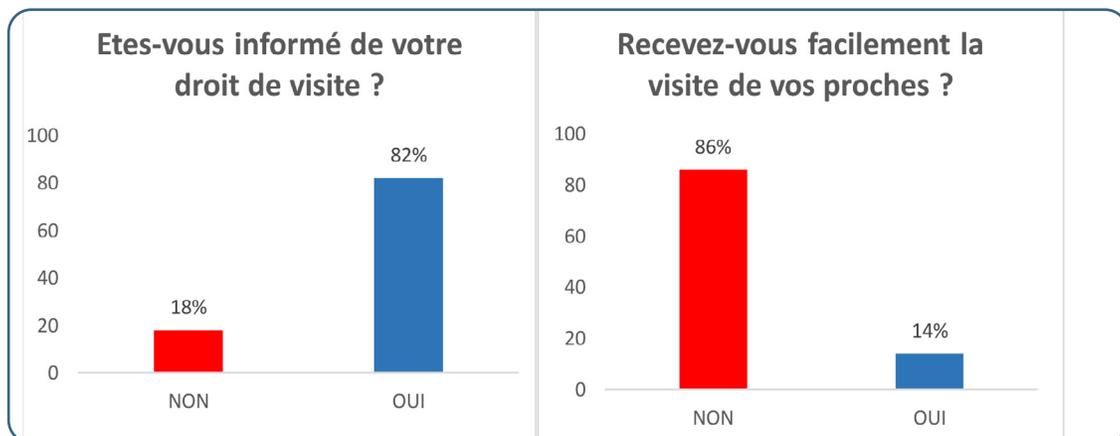
2. Réalités en milieu carcéral

La possibilité pour les personnes privées de liberté de recevoir la visite de leurs familles ou proches leur permet de ne pas être totalement détachées du monde extérieur. Elle se révèle également comme un remontant mental et un soutien psychologique pour les personnes privées de liberté. **Changement Social Bénin** a vérifié auprès d'un échantillon de 100 personnes privées de liberté de la prison civile d'Akpro-Misséreté les conditions de jouissance de leur droit de recevoir des visites.

Des informations recensées, on note que 82 personnes privées de liberté sur les 100 sont informées de leur droit de recevoir des visites et 18 n'en sont pas informées puis on remarque que 86 ne reçoivent pas facilement les visites. Entre autres raisons évoquées pour expliquer les difficultés dans la réception des visites, on enregistre :

- Temps limité ;
- Obligation de soudoyer les officiers occupant un poste de responsabilité sur la visite ;
- L'autorisation exclusive de remise de vivres ;
- Lieu de résidence des parents très loin de la prison civile ;

- Le défaut d'information des personnes privées de liberté sur l'accès difficile des visites ;
- Le défaut d'information de la famille de certaines personnes privées de liberté de leur arrestation ;
- La priorisation des plus nantis;
- Raisons sanitaires liées au COVID 19.



Des informations obtenues auprès des responsables de l'établissement pénitentiaire, avec le contexte COVID 19, les visites sont suspendues et il est prévu en lieu et place, la remise de vivres. À cet effet, le responsable pénitentiaire affirme qu'il est envisagé en perspective, la limitation de la quantité des vivres à recevoir. Il a ajouté également qu'il est mis en place un système de transactions électroniques permettant aux personnes privées de liberté de recevoir de l'argent de l'extérieur de la prison civile.

Un autre moyen de communication avec l'extérieur est l'usage de téléphone. Sur l'échantillon de 100 personnes privées de liberté interrogées, 93 affirment qu'il existe un moyen de communication téléphonique et dont l'usage est payant. De ce qui précède, il ressort des informations recueillies que toutes les personnes privées de liberté échantillonnées n'ont pas été informées de leur droit de recevoir des visites de l'extérieur de même que les visites sont suspendues pour motif de COVID 19 puis remplacées par les remises de vivres/produits/repas.

3. Recommandations

Il convient, au regard de tout ce qui précède, de recommander aux autorités pénitentiaires, de :

- Informer dès leur entrée dans l'établissement pénitentiaire les personnes privées de liberté de leur droit de recevoir de visites ;
- Prendre les mesures pour lever tous les obstacles empêchant les personnes privées de liberté de recevoir facilement les visites ;
- Revoir à la baisse le coût de l'usage du moyen de communication téléphonique pour faciliter l'accessibilité économique ;
- Harmoniser l'application de la note administrative du Directeur Général de l'Agence Pénitentiaire du Bénin interdisant les transactions électroniques dans les établissements pénitentiaires.

-

F-LE DROIT DE BENEFICIER D'UNE POLITIQUE ETATIQUE DE REINSERTION SOCIALE (éducation, formation professionnelle diplômante ou non diplômante)

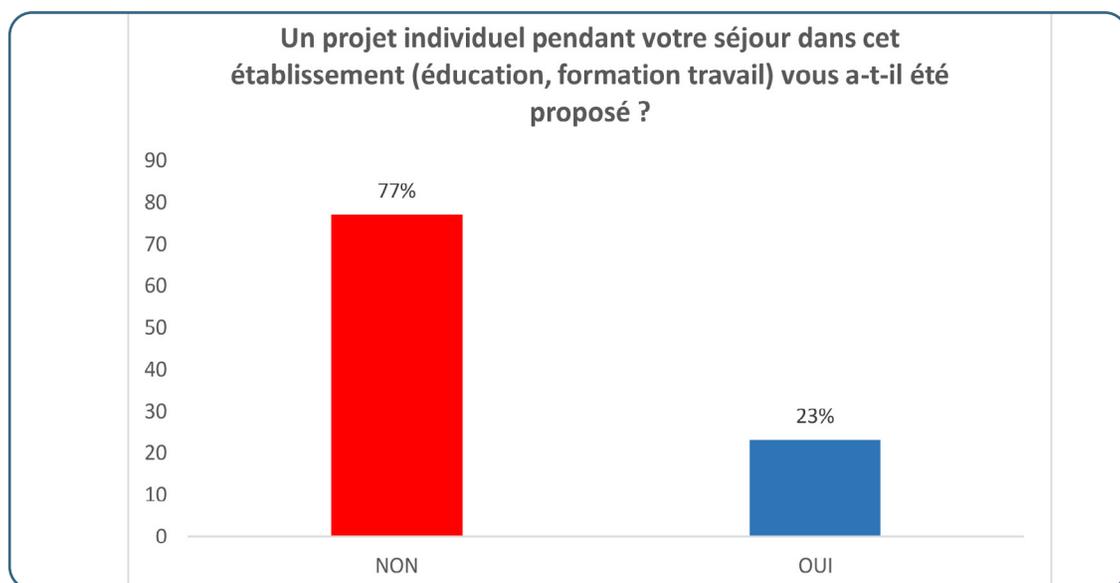
1. Standards internationaux

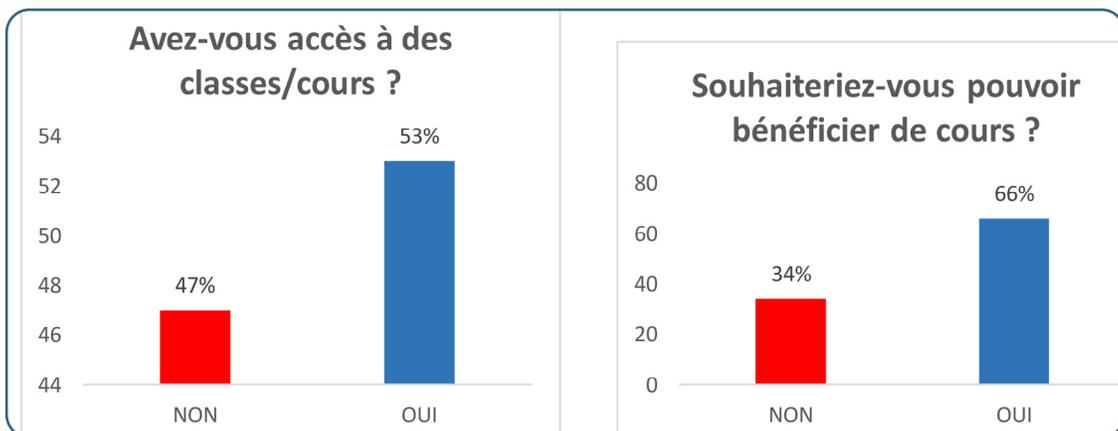
L'article 10.3 du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques stipule : « le régime pénitentiaire comporte un traitement des condamnés dont le but essentiel est **leur amendement et leur reclassement social**. Les jeunes délinquants sont séparés des adultes et soumis à un régime approprié à leur âge et à leur statut légal ».

2. Réalités en milieu carcéral

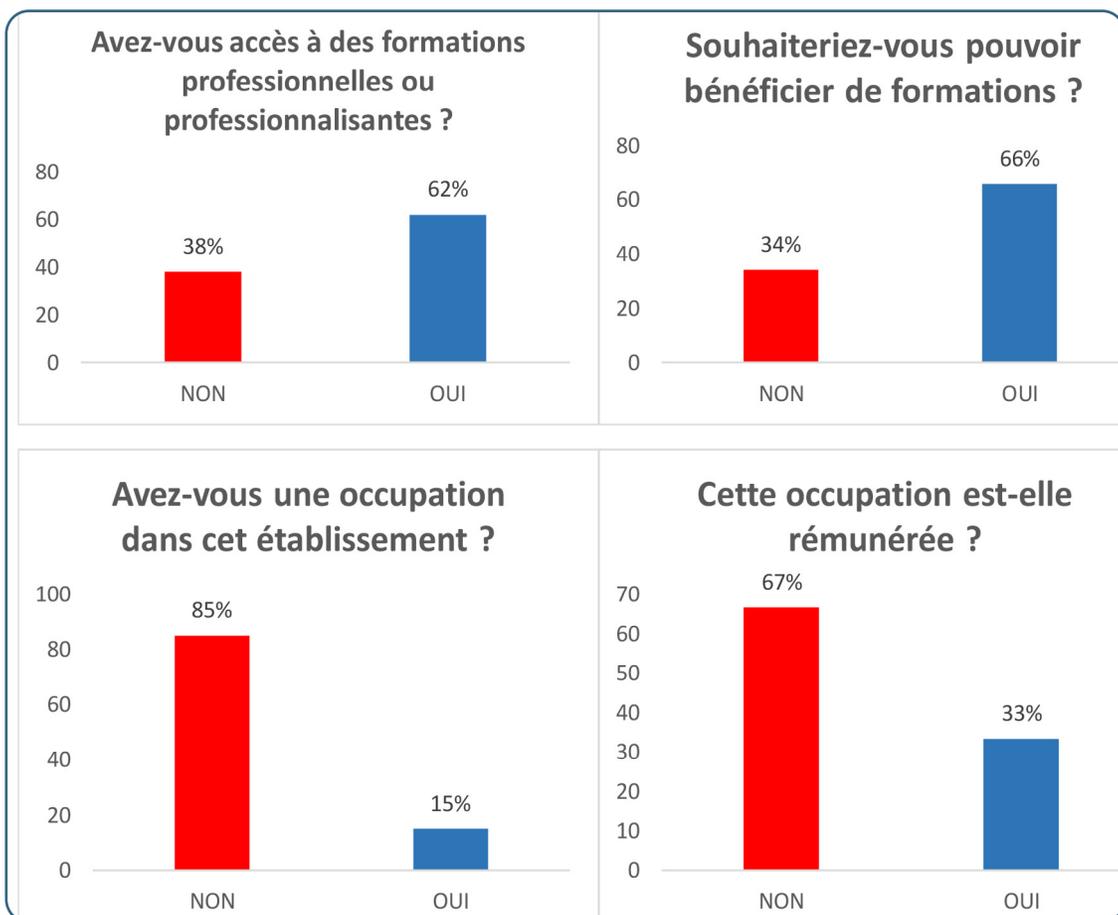
Après avoir purgé sa dette envers la société par la purge de sa peine privative de liberté ou de sa détention provisoire, la personne privée de liberté est appelée à retourner dans la société pour reprendre une vie ordinaire. Aux fins de lui faciliter une réinsertion dans la société, il est de convenance de favoriser son retour à la vie normale par l'initiation à des activités.

Sur un échantillon de 100 personnes privées de liberté interrogées dans la prison civile d'Akpro-Misséréte, seulement 23 se sont vues proposer un projet individuel pendant que 47 n'ont pas accès à des cours/classes malgré la prédisposition de 31 à en bénéficier.





Par ailleurs, 38 personnes privées de liberté sur l'échantillon de 100 affirment ne pas avoir accès à des formations professionnelles alors que 25 parmi elles, soit 66% sont prédisposées à y accéder. Au demeurant, 85 sur 100 répondants affirment ne pas avoir d'occupation et parmi les 15 ayant une occupation, 10 ne sont pas rémunérées soit 67% des personnes privées de liberté répondants à la question.



En somme, il s'observe un accès à l'éducation et aux formations professionnelles au-dessus de la moyenne dans la prison civile. Toute chose à encourager. Le Sous-comité des Nations Unies pour la Prévention de la Torture, au terme de sa visite du 11 au 15 janvier 2016 au Bénin avait invité les autorités béninoises à « à prévoir un budget et à allouer les ressources nécessaires pour que des activités diverses, notamment de formation à des métiers, d'apprentissage et d'instruction puissent être proposées à tous les détenus en vue de leur réinsertion dans la société ».

3. Recommandations

Il convient d'inviter les autorités pénitentiaires à :

- Développer une politique de réinsertion sociale des personnes privées de liberté et à leur faire la proposition dès leur entrée dans l'établissement pénitentiaire ;
- Assurer l'extension de l'éducation et des formations professionnelles à toutes les personnes privées de liberté ;
- Assurer une rémunération juste pour toutes les personnes privées de liberté ayant une occupation dans l'établissement pénitentiaire.

1. Standards internationaux

Les exigences ci-après fixent les principes suivant lesquels la personne soupçonnée d'avoir commis une infraction pénale doit bénéficier d'une assistance juridique.

Le **Principe 3 des principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale** indique : « Les États doivent s'assurer que toute personne détenue, arrêtée, soupçonnée ou accusée d'une infraction pénale passible d'une peine d'emprisonnement ou de la peine capitale a droit à une assistance juridique à toutes les étapes de la justice pénale. L'assistance juridique doit également être fournie, indépendamment des moyens de la personne, si l'intérêt de la justice l'exige, par exemple en raison de l'urgence ou de la complexité de l'affaire ou de la gravité de la peine encourue.

Les enfants doivent avoir accès à l'assistance juridique sous les mêmes conditions ou sous des conditions plus souples que les adultes.

Il incombe à la police, aux procureurs et aux juges de veiller à ce que les personnes comparaisant devant eux qui n'ont pas les moyens de rémunérer un avocat et/ou qui sont vulnérables bénéficient d'une assistance juridique ».

Une telle énonciation est réitérée par les Directives et principes sur le droit à un procès équitable et à l'assistance judiciaire en Afrique.

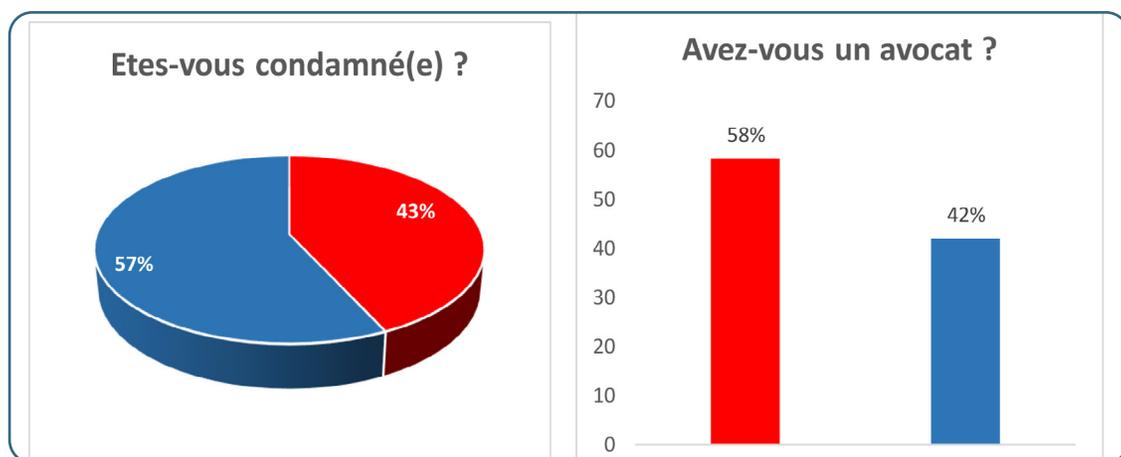
Le **Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques, en particulier son article 14**, stipule que toute personne accusée d'une infraction pénale a droit à être présente au procès et à se défendre elle-même ou à avoir l'assistance d'un défenseur de son choix ou chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, à se voir attribuer d'office un défenseur, afin que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi.

2. Réalités en milieu carcéral

L'assistance juridique est une composante essentielle de toute justice pénale équitable, humaine, efficace fondée sur la légalité. Elle est le fondement de la jouissance d'autres droits, notamment le droit à un procès équitable, tel qu'il est défini au paragraphe 1 de l'article 11 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, le préalable à l'exercice de ces droits et une importante garantie de l'équité fondamentale et de la confiance du public dans la justice pénale.

Un système d'assistance juridique qui fonctionne efficacement dans un système de justice pénale efficace peut réduire non seulement la détention des suspects dans les centres de détention, mais également la population et la surpopulation carcérales, les condamnations par suite d'une erreur judiciaire, l'engorgement des tribunaux.

Des informations recueillies chez les personnes privées de liberté dans la prison civile d'Akpro-Misséréte, sur un échantillon de 100 interrogées, 43 sont en détention provisoire et 25 parmi les 43 en attente de jugement, n'ont pas d'Avocat soit un taux de 58%.



Il se déduit plusieurs conséquences d'un tel cas de figure. D'abord, une faiblesse dans l'accessibilité informationnelle des personnes privées de liberté sur leur droit de se voir commettre un Avocat au cas où elles n'auraient pas les moyens. Ensuite, la défaillance dans la mise en œuvre de la politique d'aide juridictionnelle au profit des personnes soupçonnées d'une infraction pénale. Enfin, pour défaut de présence d'un Avocat aux côtés de la personne privée de liberté à toutes les étapes de la procédure pénale, le risque est suffisamment élevé que les droits de ces personnes privées de liberté aient été déjà violés durant les étapes de la procédure pénale franchies jusque-là et qu'elles soient victimes d'abus.

Notant la défaillance de l'aide juridictionnelle à l'occasion de sa visite du 11 au 15 janvier 2016 au Bénin, le Sous-comité des Nations Unies pour la Prévention de la Torture avait recommandé « ***d'adopter un texte de loi ou un décret qui mette en place un mécanisme d'aide juridictionnelle, gratuite et accessible à tous et de le doter d'un budget adéquat. Les autorités devraient envisager des mesures pour accroître le nombre d'avocats formés dans le pays chaque année et pour les inciter à s'installer dans les différentes régions du pays*** ».

Au demeurant, au terme de l'examen du troisième rapport périodique du Bénin les 2 et 3 mai 2019, le Comité des Nations Unies contre la torture avait recommandé au point 11.b de ses observations finales de « **Garantir à tous les justiciables un accès effectif à la justice en renforçant le système d'aide juridictionnelle, en facilitant l'accès à un avocat et en rapprochant les tribunaux des maisons d'arrêt** » puis au point 17 de « **Garantir à tous les justiciables un accès effectif à la justice en renforçant le système d'aide juridictionnelle, en facilitant l'accès à un avocat et en rapprochant les tribunaux des maisons d'arrêt** ».

3. Recommandations

Au regard de ce qui précède, il importe pour l'État de :

- Rendre opérationnelle le dispositif d'aide juridictionnelle au profit des personnes privées de liberté à toutes les étapes de la procédure pénale ;
- Développer une stratégie de déconcentration du Barreau vers les trois Cours d'appel dont dispose le Bénin ;
- Poursuivre les efforts pour rapprocher les juridictions des établissements pénitentiaires.

1. Standards internationaux

La **RÈGLE 56** des Règles Nelson Mandela énonce que « *Tout détenu doit avoir chaque jour la possibilité de présenter des requêtes ou des plaintes au directeur de l'établissement ou au fonctionnaire pénitentiaire autorisé à représenter ce dernier.*

2. *Des requêtes ou plaintes doivent pouvoir être présentées à l'inspecteur des prisons au cours d'une inspection. Le détenu doit pouvoir s'entretenir librement et en toute confidentialité avec l'inspecteur ou tout autre fonctionnaire chargé d'inspecter, hors la présence du directeur ou d'autres membres du personnel de l'établissement.*

3. *Tout détenu doit être autorisé à adresser, sans censure quant au fond, une requête ou une plainte concernant le traitement auquel il est soumis, à l'administration pénitentiaire centrale et à l'autorité judiciaire ou autre compétente, y compris les autorités de contrôle ou de recours compétentes.*

4. *L'exercice des droits énoncés aux paragraphes 1 à 3 de la présente règle est étendu au conseil juridique du détenu. Lorsque ni le détenu ni son conseil n'ont la possibilité d'exercer ces droits, un membre de la famille du détenu ou toute autre personne qui connaît l'affaire peut les exercer ».*

La **RÈGLE 57** des Règles Nelson Mandela ajoute « *Toute requête ou plainte doit être examinée avec diligence et recevoir une réponse sans tarder. En cas de rejet de la requête ou de la plainte ou en cas de retard excessif, le demandeur est autorisé à saisir une autorité judiciaire ou autre.*

2. *Des garanties doivent être mises en place pour s'assurer que les détenus peuvent présenter des requêtes ou plaintes en toute sécurité et, s'ils le souhaitent, de manière confidentielle. Le détenu ou toute autre personne visée au paragraphe 4 de la règle 56 ne doivent être exposés à aucun risque de représailles, d'intimidation ou d'autres conséquences négatives pour avoir présenté une requête ou une plainte.*

3. *Les allégations de torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de détenus doivent être examinées sans retard et donner lieu immédiatement à une enquête impartiale menée par une autorité nationale ».*

2. Réalités en milieu carcéral

Sur un effectif de 100 personnes privées de liberté répondants, 82 ont affirmé l'existence d'un mécanisme de plainte à l'intérieur de l'établissement pénitentiaire.

Existe-t-il un mécanisme de plainte au sein de l'établissement pénitentiaire ?



Il se déduit qu'il y a une disparité dans l'accessibilité informationnelle sur l'existence d'un mécanisme de plainte à l'intérieur de l'établissement pénitentiaire au profit des personnes privées de liberté.

À cet égard, le Sous-Comité des Nations Unies pour la Prévention de la Torture au terme de sa visite au Bénin du 11 au 15 janvier 2016, recommandait aux autorités béninoises **de mettre en place des mécanismes de plaintes formels et efficaces¹¹. Les autorités des prisons devraient informer systématiquement les détenus à leur arrivée de l'existence de ces mécanismes. Elles devraient également tenir un registre de plaintes dans chaque prison.**

Au demeurant, le Comité des Nations Unies contre la Torture à l'occasion de l'examen du troisième rapport périodique du Bénin les 2 et 3 mai 2019 recommandait au point 27.a de ses observations finales de « **Créer un mécanisme de plainte indépendant, sûr et accessible aux victimes d'actes de torture et de mauvais traitements, permettant l'examen rapide de leur plainte** ».

3. Recommandations

Les autorités étatiques devraient accélérer l'adoption de la loi sur le régime pénitentiaire tout en y prévoyant la création, la composition inclusive et le fonctionnement de la commission de surveillance relativement à la gestion des plaintes des personnes privées de liberté sur leurs conditions de séjour ;

Les autorités pénitentiaires devraient veiller à l'accessibilité informationnelle des personnes privées de liberté dès leur entrée dans le milieu carcéral sur les mécanismes de plainte existants ;

Simplifier les procédures du mécanisme de plainte au sein de l'établissement pénitentiaire de façon à le rendre accessible à tous.

¹¹Règles 54 à 57 des Règles Nelson Mandela.

I- LE DROIT D'ÊTRE JUGE DANS UN DELAI RAISONNABLE

1. Standards internationaux

Les stipulations ci-après fixent les principes suivant lesquels la personne en détention provisoire doit être traitée.

L'article 9.3 du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques énonce: « Tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, et **devra être jugé dans un délai raisonnable ou libéré. La détention de personnes qui attendent de passer en jugement ne doit pas être de règle** ».

L'article 7.1 d) de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples stipule « **Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue. Ce droit comprend : ... d) le droit d'être jugé dans un délai raisonnable par une juridiction impartiale.** »

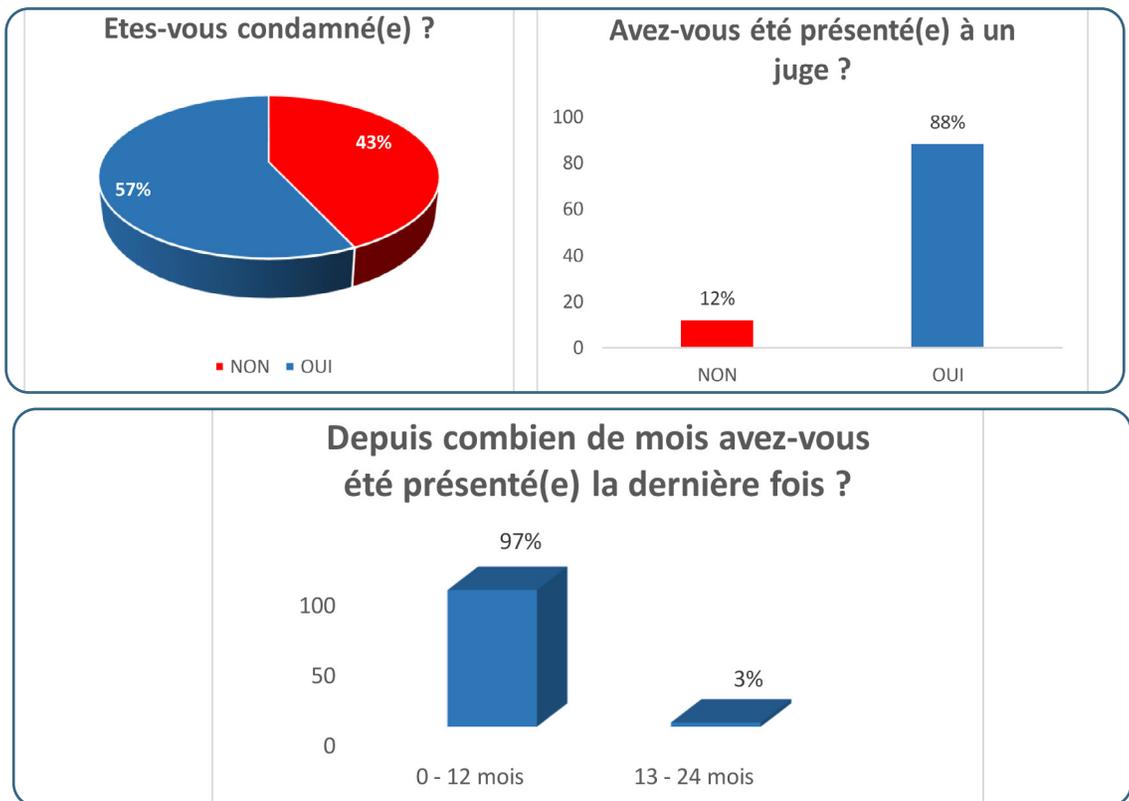
2. Réalités en milieu carcéral

La Cour constitutionnelle du Bénin a constamment affirmé et réitéré dans ses décisions qu'il est établi que dans le domaine de la justice et plus particulièrement lorsqu'est en cause la liberté d'un citoyen, tout juge est tenu aux meilleures diligences pour faire aboutir toute procédure pénale dans un délai raisonnable¹².

De l'observation faite à la prison civile de Akpro-Misséréte, il ressort sur un échantillon de 100 personnes privées de liberté interrogées un effectif de 43 en attente de jugement dont 05 n'ont pas encore été présentées à un Juge.

Des 38 détenus ayant déjà été présentés à un Juge, 34 ont répondu à la question de savoir la date de leur dernière présentation. Ainsi 33 affirment que leur dernière présentation à un Juge remonte à moins de douze mois pendant que 01 autre affirme que cela remonte à au plus vingt-quatre.

¹²<https://courconstitutionnelle.bj/download/dcc20-725recours-pour-detention-arbitraire/>
<https://courconstitutionnelle.bj/dcc20-585-du-08-octobre-2020-recours-pour-detention-arbitraire/>
<https://decision.courconstitutionnellebenin.bj/upload/decision/DCC19-286.pdf>



Dans cette matière, les alinéas 2 à 5 de l'article 147 du code de procédure pénale disposent : « En tout autre cas, aussi longtemps que le juge d'instruction demeure saisi de l'affaire, la détention provisoire ne peut excéder six (06) mois.

Si le maintien en détention apparaît nécessaire, le juge d'instruction saisit le juge des libertés et de la détention qui, sur réquisitions motivées du procureur de la République et après avoir requis les observations de l'inculpé ou de son conseil, peut prolonger la détention par ordonnance spécialement motivée d'après les éléments de la procédure.

La décision du juge des libertés et de la détention doit intervenir conformément aux délais prévus au présent article.

En l'absence d'une telle ordonnance, l'inculpé est immédiatement mis en liberté par le président de la chambre des libertés et de la détention sans qu'il ne puisse être placé à nouveau sous mandat de dépôt sous la même inculpation. Le juge d'instruction saisi devra sans délai être informé par le régisseur de la mainlevée d'écrou ».

Au demeurant, l'article 241 du même code dispose : « Le président de la chambre d'accusation, chaque fois qu'il l'estime nécessaire et au moins une (01) fois par semestre, visite les maisons d'arrêt du ressort de la cour d'appel et y vérifie la situation des inculpés en état de détention provisoire.

Le même contrôle est assuré trimestriellement par le président de la chambre des libertés et de la détention ».

De la lecture croisée avec la réalité carcérale à la prison civile d'Akpro-Missrété, il y a le risque que des détenus soient l'objet de vices procéduraux et soient encore arbitrairement dans les liens de la détention.

3. Recommandation

Il urge de recommander aux autorités judiciaires de :

Faire davantage attention aux exigences procédurales relativement aux dispositions du code de procédure pénale encadrant la détention provisoire.

1. Standards internationaux

Les stipulations suivantes des règles de Nelson Mandela énoncent :

La **REGLE 23** : « *Chaque détenu qui n'est pas occupé à un travail en plein air doit avoir, si le temps le permet, une heure au moins par jour d'exercice physique approprié en plein air. Les jeunes détenus et les autres détenus dont l'âge et la condition physique le permettent doivent recevoir pendant la période réservée à l'exercice une éducation physique et récréative. Le terrain, les installations et l'équipement nécessaires devraient être mis à leur disposition.* » ;

La **REGLE 105** : « *Des activités récréatives et culturelles doivent être organisées dans toutes les prisons pour assurer le bien-être physique et mental des détenus.* »

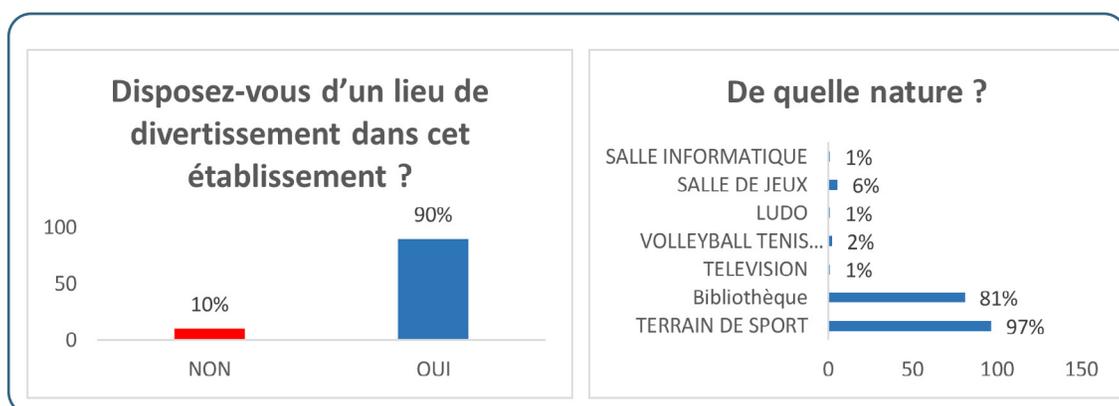
2. Réalités en milieu carcéral

Les activités physiques sportives, récréatives et culturelles sont toute chose qui concoure au bien-être physique et psychologique de tout homme.

Des échanges avec les personnes privées de liberté à la prison civile d'Akpro-Misséréte, il ressort que la majorité des personnes dispose d'un lieu de divertissement. Ainsi, sur l'échantillon de 100 personnes interrogées, 10 seulement affirment ne pas disposer d'un lieu de divertissement.

Par ailleurs, à la question de savoir la nature de ces lieux de divertissement, parmi les 90 personnes affirmant disposer d'un lieu :

- 87 ont comme lieu de divertissement un terrain de sport ;
- 73 ont comme lieu de divertissement une bibliothèque.



Ce qui signifie que dans la prison civile d'Akpro-Misséreté, la même personne peut avoir accès à plusieurs lieux de divertissement.

3. Recommandations

Il urge donc de recommander aux autorités judiciaires de :

- Rendre les lieux de divertissement existants accessible à tous ;
- Informer les personnes privées de liberté de leur droit au divertissement et au loisir dès leur entrée dans l'établissement;
- Assurer l'extension des lieux de divertissement;
- Accorder un horaire fixe par jour aux activités de divertissement.

K- LE LIEN ENTRE LA DESCOLARISATION PRECOCE ET LA COMMISSION D'INFRACTIONS

1. Standards internationaux

Les normes ci-après consacrent le droit à l'éducation et l'obligation qui incombe à l'État dans la jouissance effective de ce droit :

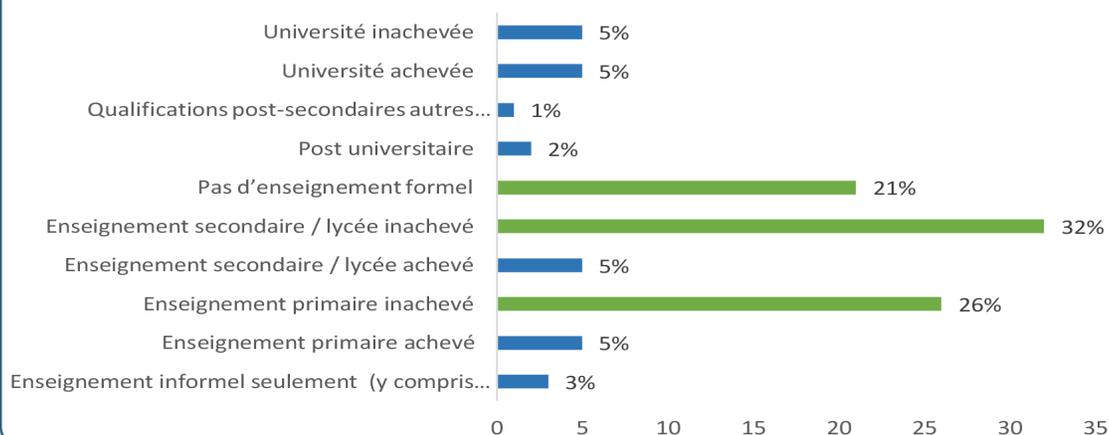
L'Article 26 de Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 : « *Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des nations unies pour le maintien de la paix. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.* »

L'Article 17 alinéa de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ajoute : « Toute personne a droit à l'éducation »

2. Réalités en milieu carcéral

Des échanges avec les personnes privées de liberté à la prison civile d'Akpro-Misséreté, il ressort que, sur un échantillon de 100 personnes interrogées sur la question de savoir leur niveau d'instruction, 32 ont un enseignement secondaire ou lycée inachevé ; 26 ont un enseignement primaire inachevé et 21 n'ont même pas d'enseignement formel. Il s'en déduit que la majorité des personnes incarcérées interrogées dans la prison civile d'Akpro-Misséreté ont un niveau d'instruction faible ou carrément n'en n'ont pas du tout. Une réalité qui les prive de l'essentiel porté par une instruction notamment les savoir être, savoir vivre, savoir agir. Ceci expliquerait les prédispositions aux actes et faits antisociaux.

Quel est votre plus haut niveau d'instruction?



3. Recommandations

Au regard de ce qui précède, il sied de recommander à l'État de :

- Poursuivre les efforts pour assurer la gratuité de l'enseignement élémentaire et fondamental ;
- Créer les conditions pour assurer le maintien dans le système éducatif soit d'instruction soit d'alphabétisation ;
- Mettre en place des politiques visant à étendre la gratuité aux enseignements secondaires ou lycées techniques en vue de réduction du taux de déscolarisation précoce.

L- LE LIEN ENTRE LA NON APPARTENANCE A UN GROUPE SOCIAL ET LA COMMISSION D'INFRACTIONS

1. Standards internationaux

Les normes ci-après consacrent le droit d'appartenir à un groupe social ou association et l'obligation qui incombe à l'État dans la jouissance effective de ce droit :

L'Article 20 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 : « Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifique. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association »

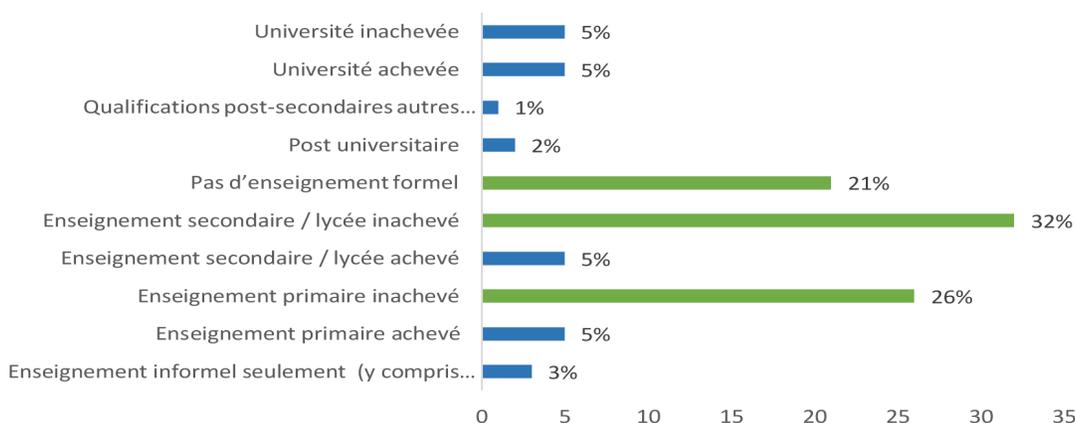
L'Article 10 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ajoute : « Toute personne a le droit de constituer librement des associations avec d'autres, sous réserve de se conformer aux règles édictées par la loi. Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association sous réserve de l'obligation de solidarité prévue à l'article 29. »

2. Réalités en milieu carcéral

Appartenir à un groupe social rassure l'individu, il se sent normal au sein de ce groupe et entouré. Cela lui permet aussi de passer de bon moment en compagnie de personnes qui ont le même centre d'intérêt et ainsi, ne plus vivre dans l'autarcie ; source d'insociabilité.

Des échanges avec les personnes privées de liberté à la prison civile d'Akpro-Misséréte, il ressort que, sur un échantillon de 100 personnes interrogées quant à la question de leur appartenance à un groupe social, 57 personnes ont répondu n'appartenir à aucun groupe avant leur incarcération, soit un taux de 57%.

Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?



3. Recommandations

Il importe donc de recommander à l'État de mettre en place des mécanismes visant la sensibilisation des citoyens sur les bienfaits de l'appartenance à un groupe social.

©CSB2021

Sis au lot V– 3174a, YENADJRO
(Womey / Abomey - Calavi)
BP: 565 Womey, Abomey - Calavi
Tél: +229 67 54 40 79
Email: secretariat@csbenin.org
<https://changementsocialbenin.org/>